

Bijlage

Model van activiteitenrapport van de sociale contactpunten

Algemene voorstelling

1. Context
2. Finaliteiten en opdrachten (vernetting en werk rond 4 assen)
3. Bouw van het net en transversaliteit

Rapport van de coördinatie**Kwantitatief deel**

1. Nachtonthaal en onderbrenging
2. Dagonthaal
3. DUS
4. Straatwerk

Kwalitatief deel

1. Beginsituatie
2. Algemene doelstellingen
 1. Operationele doelstellingen
 2. Indicatoren
 3. Resultaten, conclusie en synthese
1. Deelname van de begunstigden aan het proces van de evaluatie van de projecten
 1. Operationele doelstellingen
 2. Indicatoren
 3. Resultaten, conclusie en synthese
1. Opleidingen van de sociale interveniënten georganiseerd door de SC
 1. Analyse van de aanvraag
 2. Opleidingsprogramma
 3. Indicatoren
 4. Resultaten, conclusie en synthese
1. Algemene conclusie, aanbevelingen en vooruitzichten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot wijziging, wat de contactpunten voor gezondheidsaangelegenheden betreft, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2326

[2009/202795]

3 JUIN 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 20;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en particulier les articles 6, § 5, 36, 2^o, 3^o, et 37;

Vu l'avis de la Commission des déchets, rendu le 16 janvier 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 décembre 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n^o 46.533/2, donné le 25 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la hiérarchie des priorités en matière de gestion des déchets, commençant par la prévention et la réutilisation;

Considérant l'objectif de reconnaissance, de professionnalisation et d'amélioration continue de l'activité de réutilisation par le secteur de l'économie sociale;

Considérant que le mécanisme de l'agrément permet de rencontrer cet objectif; qu'il s'agit d'un agrément facultatif accessible à toute personne intéressée;

Considérant que pour soutenir et développer l'activité de réutilisation intensive en main d'œuvre peu qualifiée, une intervention dans les coûts salariaux des ressourceries et dans une démarche d'amélioration continue se révèle appropriée;

Considérant l'avis n° A.964 du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 9 février 2009;

Considérant l'avis du Conseil wallon de l'Economie sociale marchande (C.W.E.S.M.A.), donné le 13 mars 2009;

Sur la proposition conjointe du Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine et du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° Ministre : le Ministre de l'Environnement;

3° Office : l'Office wallon des déchets, tel que visé à l'article 2, 23°, du décret;

4° Direction : la Direction de l'Economie sociale du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, l'Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

5° réutilisation : toute opération telle que définie à l'article 2, et à l'article 11bis du décret;

6° recyclage : toute opération telle que définie à l'article 2, 11°, du décret;

7° ressourceries : les associations sans but lucratif ou les sociétés à finalité sociale actives dans la réutilisation, en ce compris la collecte et le tri en vue de la réutilisation.

Art. 2. Peuvent être agréées les ressourceries exerçant une activité permanente dans la réutilisation.

Peuvent recevoir des subsides à l'emploi conformément au chapitre III les ressourceries agréées en application de l'alinéa 1^{er}, qui favorisent la mise au travail de demandeurs d'emploi peu qualifiés.

Peuvent recevoir une subvention conformément au chapitre IV les ressourceries agréées en application de l'alinéa 1^{er}, procédant à des investissements pour se conformer à un référentiel de qualité dans le cadre de l'article 3, alinéa 1^{er}, 6^o.

CHAPITRE II. — *Agrément des ressourceries*

Art. 3. Pour être agréées, les ressourceries doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne compter, parmi leurs administrateurs, gérants ou personnes ayant le pouvoir d'engager la société ou l'association, que des personnes qui jouissent de leurs droits civils et politiques et qui n'ont pas été condamnées au cours des cinq dernières années précédant la demande, par une décision coulée en force de chose jugée, pour une infraction :

a) au titre 1^{er} du Règlement général pour la Protection du Travail;

b) à la législation et la réglementation en vigueur en Région wallonne en matière d'environnement;

c) à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de l'Union européenne;

2° répondre aux conditions visées à l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale;

3° posséder les caractéristiques suivantes :

a) détenir au moins un siège d'exploitation en Région wallonne affecté à la gestion de déchets ou biens de seconde main collectés sur le territoire de la Région wallonne, dont l'ensemble des surfaces de tri, réparation, transformation, vente et stockage, à l'exception des parkings, atteignent au moins 400 m²;

b) utiliser un système de mesure des flux de matière entrants et sortants;

c) disposer des garanties financières et disposer ou s'engager à disposer des moyens techniques et humains, permettant d'assurer l'exécution des activités pour lesquelles l'agrément est demandé conformément aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution;

d) tenir une comptabilité conforme à sa personnalité juridique;

e) s'engager à souscrire un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des activités pour lesquelles l'agrément est demandé et à en transmettre copie à l'Office avant toute mise en œuvre de la décision d'agrément;

f) rendre accessible à tous le ou les magasins éventuels durant au moins 12 heures par semaine à répartir sur trois jours au minimum et au moins un jour jusqu'à 20 heures du lundi au vendredi ou un minimum de trois heures le samedi ou le dimanche, pour autant que les produits mis en vente soient destinés au grand public;

g) exercer son activité au moins 35 heures par semaine et organiser les collectes qui l'alimentent de manière permanente et régulièrement réparties dans le temps, sans préjudice des compétences de la commune en la matière;

5° poursuivre comme objet social la préservation de l'environnement par une réutilisation maximale des biens ou déchets collectés, et développer une activité de réutilisation en Région wallonne;

6° être engagées ou déclarer sur l'honneur la volonté de s'engager, endéans l'année de son agrément, dans une démarche de progrès en matière de qualité validée par un organisme indépendant et accrédité et reconnue par l'Office, et qui procure un outil de diagnostic et de suivi du projet de ressourcerie;

7° être engagées ou s'engager dans les deux ans de son agrément à mettre en place une comptabilité analytique pour l'activité de ressourcerie.

Le Ministre peut accorder des dérogations aux horaires fixés au point *f*) de l'alinéa 1^{er}, et fixer des critères et objectifs spécifiques de réutilisation par flux.

Art. 4. La demande d'agrément est introduite en deux exemplaires. Elle est adressée à l'Office par lettre recommandée à la poste ou remise contre récépissé. Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, la demande d'agrément est envoyée cinq mois avant le terme de l'agrément en cours.

Elle contient les éléments suivants :

1° une copie de l'acte de constitution, des statuts et des modifications éventuelles de ceux-ci;

2° l'indication du ou des sièges d'exploitation en Région wallonne, une copie des permis d'environnement y attachés, ainsi que l'adresse, le numéro de téléphone et de fax du siège social;

3° la liste nominative des administrateurs, gérants et personnes ayant le pouvoir d'engager la ressourcerie, accompagnée d'une copie de l'acte désignant ces personnes;

4° un extrait de casier judiciaire pour les personnes visées au point 3;

5° le numéro d'entreprise;

6° une note déterminant les mesures de prévention et de précaution prévues pour la santé de l'homme et l'environnement ainsi qu'une copie des contrats d'assurance souscrits;

7° le plan d'entreprise comportant

a) une description de la nature et des quantités de déchets concernés, de la zone desservie, de l'organisation de la collecte et du traitement, des tonnages déjà collectés et/ou réutilisés, des modalités de mesure des flux collectés et traités ainsi que les projections pour l'avenir;

b) le nombre de personnes employées, leur statut et le nombre de personnes bénévoles ainsi que leur qualification;

c) les heures d'ouverture des installations;

d) le plan financier pour l'exercice en cause et à venir;

8° la référence des permis, agréments, enregistrements et certificats détenus en matière d'environnement et de déchets par la ressourcerie ainsi que tous autres documents établissant le respect des conditions énoncées à l'article 3.

L'Office peut exiger tout document complémentaire de nature à établir que le demandeur dispose ou s'engage à disposer des moyens financiers, techniques et humains suffisants pour exécuter son activité de ressourcerie.

Art. 5. § 1^{er}. L'Office accuse réception de la demande dans les dix jours et adresse dans le même délai un exemplaire du dossier à la Direction pour vérification du respect du critère inhérent à l'économie sociale visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°.

La Direction dispose de vingt jours pour remettre son avis à l'Office. Sans réponse passé ce délai, la procédure peut être poursuivie.

L'Office notifie sa décision sur le caractère complet du dossier par lettre recommandée à la poste dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande. Si le dossier est incomplet, la notification précise les informations et pièces à fournir. L'Office notifie sa décision quant à la complétude du dossier dans un délai de trente jours à dater de la réception des compléments d'information.

L'Office instruit le dossier et adresse son rapport au Ministre dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ayant trait au caractère complet de la demande.

§ 2. Le Ministre statue sur la demande d'agrément et en fixe les conditions conformément aux articles 3 et 7. Il envoie sa décision au demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision ayant trait au caractère complet de la demande.

§ 3. Si l'Office n'a pas envoyé au demandeur la décision visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, le dossier est considéré comme complet et la procédure peut être poursuivie.

La décision du Ministre visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 5, est dans ce cas envoyée dans un délai de trois mois à compter de l'expiration du délai de trente jours à dater de la réception de la demande.

§ 4. L'agrément est publié par extraits au *Moniteur belge*.

Art. 6. Un recours auprès du Gouvernement est ouvert au demandeur contre toute décision de refus d'agrément et contre l'absence de décision du Ministre à l'expiration des délais visés à l'article 5, § 2 et § 3, alinéa 2. Ce recours n'est pas suspensif.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé au Gouvernement, à l'adresse de l'Office, par lettre recommandée à la poste, dans les vingt jours à dater de la réception de la décision ou de l'expiration des délais visés à l'article 5, § 2, et § 3, alinéa 2.

Le recours est signé et comprend au minimum les informations suivantes :

- 1° la dénomination ou raison sociale du requérant, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours;
- 2° les références, l'objet et la date de la décision attaquée;
- 3° les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée.

Si la décision dont recours a trait aux dispositions de l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2009 relatif à l'économie sociale, l'Office sollicite, dès réception du recours, l'avis du Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions, qui peut solliciter l'avis du Conseil wallon de l'Economie sociale. Le Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions dispose d'un délai de trente jours pour envoyer son avis à l'Office; passé ce délai, la procédure peut être poursuivie.

L'Office instruit le recours et adresse au Gouvernement son rapport de synthèse, accompagné d'une proposition de décision, dans un délai de cinquante jours à dater de la réception du recours ou, dans le cas visé à l'alinéa 3, dans un délai de septante jours. Le Gouvernement envoie sa décision au demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans un délai de nonante jours à dater de la réception du recours, ou, dans le cas visé à l'alinéa 3, dans un délai de cent-vingt jours. A défaut de décision notifiée dans le délai, le recours est réputé rejeté.

Art. 7. § 1^{er}. L'agrément est accordé pour une durée que le Ministre, ou le Gouvernement sur recours, précise, et qui ne peut excéder cinq ans. L'agrément ne peut être cédé à un tiers.

§ 2. L'agrément prévoit le développement de la réutilisation, soit par le biais d'une augmentation des tonnages collectés en Région wallonne assurant au moins le maintien du taux global de recyclage et de réutilisation réalisé, soit par le biais d'une augmentation du taux global de réutilisation en Région wallonne, les tonnages collectés restant le cas échéant constants.

La progression fait l'objet d'un contrôle par l'Office sur la base des éléments contenus dans la notification des statistiques et de la déclaration prévues à l'article 10.

Les difficultés particulières liées au marché ou à l'accès aux gisements et faisant obstacle à la progression font l'objet d'un rapport motivé à l'Office.

§ 3. Le titulaire de l'agrément est tenu de communiquer à l'Office tout changement significatif relatif aux indications fournies dans son dossier de demande d'agrément dans un délai ne dépassant pas trois mois.

Il informe l'Office de toute cessation d'activité faisant l'objet de l'agrément au moins dix jours à l'avance, sauf cas de force majeure.

§ 4. Le Ministre peut, à tout moment, compléter ou modifier les conditions de l'agrément :

- 1° s'il constate que ces conditions ne sont plus appropriées pour développer la réutilisation;
- 2° afin d'assurer le respect d'objectifs par flux;
- 3° lorsque l'activité entraîne un danger pour la santé de l'homme ou un préjudice à l'environnement.

Il peut suspendre ou retirer l'agrément lorsque l'activité entraîne un danger pour la santé de l'homme ou un préjudice à l'environnement, en cas de non respect de la réglementation en vigueur ou du présent arrêté ou lorsque les renseignements visés à l'article 10 ne lui ont pas été transmis dans les délais impartis.

Toute décision prise en vertu des alinéas précédents est notifiée à l'intéressé et est susceptible de recours conformément à l'article 6.

CHAPITRE III. — *Subsides à l'emploi*

Art. 8. § 1^{er}. Dans la limite des budgets disponibles, la ressource agréée peut bénéficier d'une subvention annuelle par travailleur salarié équivalent temps plein affecté en Région wallonne à des tâches productives afférentes à l'activité de réutilisation, en ce compris la collecte et le tri en vue de la réutilisation, à l'exception des postes d'encadrement et des fonctions administratives.

Le subside est fixé à 2.000 euros pour chaque travailleur salarié engagé par la ressource avant le 1^{er} janvier 2009 et répondant aux conditions suivantes :

- 1° ne pas disposer d'un diplôme supérieur au Certificat de l'Enseignement secondaire supérieur;
- 2° leur employeur ne bénéficie pas, pour ce travailleur,

a) des dispositions du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand en vertu de l'article 3 de celui-ci;

b) des dispositions du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnel;

c) des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale dans le cadre du MARIBEL social;

d) des dispositions de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.

Le subside, concernant les travailleurs salariés engagés par la ressource avant le 1^{er} janvier 2009, est plafonné à 60.000 euros par ressource.

Le subside est fixé à 3.000 euros pour chaque travailleur salarié engagé par la ressourcerie à partir du 1^{er} janvier 2009 et répondant aux conditions suivantes :

1^o être inscrit, avant son engagement, comme demandeur d'emploi inoccupé auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

2^o ne pas disposer d'un diplôme supérieur au Certificat de l'Enseignement secondaire supérieur;

3^o leur employeur ne bénéficie pas, pour ce travailleur :

a) des dispositions du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand en vertu de l'article 3 de celui-ci;

b) des dispositions du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnel;

c) des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale dans le cadre du MARIBEL social;

d) des dispositions de l'article 60, § 7, de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale.

§ 2. Les aides octroyées aux ressourceries conformément au paragraphe 1^{er}, en se cumulant à d'autres formes d'aides ou de réduction de charges en vigueur, ne peuvent dépasser le montant du coût salarial brut de ce travailleur et des charges y afférentes.

Le total des aides octroyées à une ressourcerie en application du présent arrêté ne peut dépasser la somme des coûts générés par les activités de réutilisation de la ressourcerie, déduction faite des coûts pris en charge par les obligataires de reprise en application de l'article *8bis* du décret.

§ 3. Les subventions visées au § 1^{er} ne sont acquises définitivement que si la ressourcerie respecte les conditions de son agrément, et en particulier démontre mettre tout en œuvre pour progresser dans la réutilisation.

Dans le cas contraire, la subvention est réduite proportionnellement aux pourcentages non atteints.

§ 4. Le Ministre et le Ministre qui a l'Economie sociale dans ses attributions arrêtent conjointement les procédures d'octroi et les modalités de liquidation des subventions.

Ils sont habilités, par voie d'arrêté, à revoir conjointement la limite visée au paragraphe 1^{er} compte tenu des disponibilités budgétaires, et à préciser les modalités d'application du paragraphe 3, alinéa 2.

Ils peuvent préciser les postes de travail subventionnables ou non subventionnables en application du paragraphe 1^{er}.

§ 5. Les montants visés au présent article sont octroyés pour moitié par le Ministre et pour moitié par le Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions.

CHAPITRE IV. — *Subsides à la démarche de progrès*

Art. 9. § 1^{er}. Dans la limite des budgets disponibles, la ressourcerie agréée peut bénéficier d'une subvention pour la mise en place d'une démarche de progrès en matière de qualité, reposant sur un référentiel reconnu par l'Office conformément à l'article 3, alinéa 1^{er}, 6^o.

La subvention est fixée à un montant maximum de 10.000 euros par point de vente de biens de seconde main collectés et triés par la ressourcerie, en vue de soutenir les investissements justifiés réalisés en Région wallonne pour la mise en conformité avec le référentiel.

La décision est notifiée par le Ministre dans les trois mois suivant l'introduction de la demande accompagnée des justificatifs.

§ 2. Le Ministre peut préciser les investissements subsidiables et la hauteur du subside par catégorie d'investissement.

CHAPITRE V. — *Statistiques et déclarations*

Art. 10. § 1^{er}. La ressourcerie agréée transmet trimestriellement à l'Office les statistiques visées aux points 1^o à 6^o ainsi qu'une déclaration annuelle concernant les informations visées aux points 7^o et 8^o :

1^o la période de référence couverte par la déclaration;

2^o la nature et la quantité de biens ou déchets respectivement collectés, triés, traités et remis sur le marché;

3^o la zone géographique couverte par la collecte;

4^o le taux de réutilisation par type de collecte et par type de déchet et de biens;

5^o la manière selon laquelle et le lieu où les biens sont remis sur le marché;

6^o la nature, la quantité et la destination des déchets non réutilisés;

7^o le bilan de mise en œuvre de la démarche de progrès en matière de qualité visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 6^o;

8^o le nombre de personnes employées et les types de contrats.

Le formulaire statistique et la déclaration sont établis sur base du modèle défini par l'Office.

§ 2. La ressourcerie agréée transmet à la Direction, au plus tard le 31 mars de chaque année, le relevé nominatif des travailleurs ouvrant droit à la subvention et occupés par elle l'année précédente.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoire et finales.*

Art. 11. Par dérogation à l'article 9, les ressourceries sollicitant leur agrément dans l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent introduire une demande de subvention pour la mise en place d'une démarche de progrès en matière de qualité sans attendre la décision d'agrément. Elles joignent à leur demande de subvention copie de l'accusé de réception de leur demande d'agrément.

La liquidation du subside est conditionnée à la délivrance de l'agrément.

Art. 12. Le Ministre de l'Economie sociale et le Ministre de l'Environnement sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juin 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 2326

[2009/202795]

3. JUNI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 6 § 5, 36 Nr. 2° und 3°, und 37;

Aufgrund des am 16. Januar 2009 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 4. Dezember 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 5. Dezember 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 25. Mai 2009 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 46.533/2;

In Erwägung der in Sachen Abfallwirtschaft anzuwendenden Rangordnung der Prioritäten, die mit der Vorbeugung und Wiederverwendung anfängt;

In Erwägung der durch den Sektor der Sozialwirtschaft verfolgten Zielsetzungen der Anerkennung, der Professionalisierung und der ständigen Verbesserung der Aktivität der Wiederverwendung;

In der Erwägung, dass diese Zielsetzung durch ein Zulassungsverfahren erreicht werden kann; dass es sich dabei um eine freiwillige Zulassung handelt, die jeder interessierten Person zugänglich ist;

In der Erwägung, dass ein Beitrag an die Lohnkosten der Verwertungsbetriebe und an das ständige Verbesserungsverfahren sich als geeignet erweist, um die Aktivität der Wiederverwendung zu fördern und zu entwickeln, welche für gering qualifizierte Personen arbeitsintensiv ist;

Aufgrund des am 9. Februar 2009 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrats der wallonischen Region Nr. A.964;

Aufgrund des am 13. März 2009 abgegebenen Gutachtens des "Conseil wallon de l'Economie sociale marchande" (Wallonischer Rat der sozialen Marktwirtschaft) (C.W.E.S.M.A.);

Auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes und des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;

Nach Beratung,

Besluit :

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Minister: der Minister der Umwelt;

3° "Office": das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) im Sinne von Artikel 2, 23°, des Dekrets;

4° Direktion: die Direktion der Sozialwirtschaft der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung der operativen Generaldirektion Unternehmen, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

5° Wiederverwendung: jeder Vorgang im Sinne von Artikel 2 und Artikel 11bis des Dekrets;

6° Recycling: jeder Vorgang im Sinne von Artikel 2, 11°, des Dekrets;

7° Verwertungsbetriebe: die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht oder Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung, einschließlich der Sammlung und der Sortierung zwecks der Wiederverwendung tätig sind.

Art. 2 - Die Verwertungsbetriebe, die eine ständige Aktivität im Bereich der Wiederverwendung ausüben, können die Zulassung erhalten.

Die in Anwendung von Absatz 1 zugelassenen Verwertungsbetriebe, die die Beschäftigung von wenig qualifizierten Arbeitsuchenden fördern, können Beschäftigungszuschüsse nach Kapitel III erhalten.

Die in Anwendung von Absatz 1 zugelassenen Verwertungsbetriebe, die Investitionen tätigen, um Qualitätsanforderungen im Rahmen von Artikel 3, Absatz 1, 6°, zu genügen, können einen Zuschuss nach Kapitel IV erhalten.

KAPITEL II — Zulassung der Verwertungsbetriebe

Art. 3 - Um zugelassen zu werden, müssen die Verwertungsbetriebe folgenden Bedingungen genügen:

1° unter ihren Verwaltern, Geschäftsführern oder unter den Personen, die befugt sind, um für den Betrieb Verpflichtungen einzugehen, nur Personen zählen, die die zivilen und politischen Rechte besitzen, und die im Laufe der letzten fünf Jahre vor dem Antrag nicht durch einen rechtskräftigen Beschluss verurteilt worden sind wegen eines Verstoßes:

a) gegen Titel 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung,

b) gegen die Gesetzgebung und die Regelungen, die in der Wallonischen Region in Sachen Umweltschutz in Kraft sind,

c) gegen eine gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union;

2° den in Artikel 1 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft genannten Bedingungen genügen;

3° die folgenden Eigenschaften besitzen:

a) über mindestens einen Betriebssitz in der Wallonischen Region verfügen, der der Bewirtschaftung von auf dem Gebiet der Wallonischen Region gesammelten Abfällen oder Gütern aus zweiter Hand gewidmet ist, und dessen Gesamtflächen für die Sortierung, die Reparatur, den Verkauf und die Lagerung mindestens 400 m² erreichen, wobei die Parkflächen nicht mitgerechnet sind,

b) ein System zur Messung der ein- und ausgehenden Materialströme benutzen,

c) die finanziellen Garantien vorweisen können, und über die technischen und menschlichen Mittel verfügen (bzw. sich dazu verpflichten), die es möglich machen, die Durchführung der Aktivitäten, für die die Zulassung in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets und seinen Durchführungserlassen beantragt wird, zu gewährleisten,

d) eine Buchhaltung führen, die ihrer Rechtspersönlichkeit entspricht,

e) sich dazu verpflichten, einen Versicherungsvertrag abzuschließen, der die zivilrechtliche Haftung betreffend die Aktivitäten deckt, für die die Zulassung beantragt wird, und dem "Office" vor jeglicher Umsetzung des Zulassungsbeschlusses eine Kopie davon zukommen lassen,

f) das oder die etwaigen Verkaufsräume während mindestens zwölf Stunden pro Woche, die auf mindestens drei Tage verteilt sind, worunter mindestens ein Tag in der Woche (vom Montag bis Freitag) bis 20 Uhr oder mindestens drei Stunden am Samstag oder Sonntag, für die Öffentlichkeit zugänglich machen, unter der Voraussetzung, dass die verkauften Produkte für die breite Öffentlichkeit bestimmt sind,

g) ihre Aktivitäten während mindestens funfunddreißig Stunden in der Woche ausüben, und ständig und regelmäßig Sammlungen zur Materialversorgung zwecks dieser Aktivitäten organisieren, unbeschadet der diesbetreffenden Befugnisse der Gemeinde;

5° als Gesellschaftszweck den Umweltschutz haben, durch eine maximale Wiederverwendung der gesammelten Güter oder Abfälle, und eine Aktivität im Bereich der Wiederverwendung in der Wallonischen Region entwickeln;

6° binnen einem Jahr nach der Zulassung an einem Verbesserungsverfahren zur Steigerung der Qualität teilnehmen, oder auf Ehrenwort erklären, sich daran teilnehmen zu wollen, wobei dieses Verfahren von einer unabhängigen Stelle validiert und von dem "Office" genehmigt und anerkannt werden muss, und ein Instrument zur Diagnose und Überwachung des Projekts des Verwertungsbetriebs darstellt;

7° sich verpflichtet haben, oder sich verpflichten, binnen zwei Jahren nach der Zulassung eine analytische Buchführung für die Tätigkeit als Verwertungsbetrieb einzuführen.

Der Minister kann Abweichungen zu den in Absatz 1, Buchstabe f) festgelegten Zeitplänen gewähren, und je nach Materialstrom spezifische Kriterien und Zielsetzungen für die Wiederverwendung bestimmen.

Art. 4 - Der Zulassungsantrag wird in zwei Exemplaren eingereicht. Er wird dem "Office" per bei der Post aufgegebenes Einschreiben oder durch Aushändigung mit Empfangsbestätigung übermittelt. Im Falle einer Erneuerung der Zulassung wird der Antrag auf Zulassung fünf Monate vor dem Ablauf der laufenden Zulassung geschickt.

Er enthält folgende Elemente:

- 1° eine Abschrift der Gründungsurkunde, der Satzungen und ihrer etwaigen Abänderungen;
- 2° die Angabe des oder der Betriebssitze in der Wallonischen Region, eine Abschrift der betreffenden Umweltgenehmigungen, sowie die Anschrift, Telefon- und Faxnummer des Gesellschaftssitzes;
- 3° die Namenliste der Verwalter, Geschäftsführer und Personen, die befugt sind, um für den Betrieb Verpflichtungen einzugehen, mit einer Abschrift der Urkunde, durch die diese Personen bezeichnet werden;
- 4° einen Auszug aus dem Strafregister betreffend die unter Pos. 3 genannten Personen;
- 5° die Unternehmensnummer;
- 6° eine Anweisung, in der die vorgesehenen Verhütungs- und Vorsorgemaßnahmen zugunsten der Gesundheit und der Umwelt angegeben werden, sowie eine Abschrift der abgeschlossenen Versicherungsverträge;
- 7° den Unternehmensplan, einschließlich folgender Elemente:
 - a) eine Beschreibung der Art und der Mengen der behandelten Abfälle, des bedienten geographischen Gebiets, der Organisation der Sammlung und Behandlung, der bereits gesammelten und/oder wiederverwendeten Mengen (in Tonnen), der Modalitäten für die Messung der gesammelten und behandelten Materialströme und die Projektierungen für die Zukunft,
 - b) die Anzahl beschäftigter Personen, ihr Statut, die Anzahl ehrenamtlicher Personen sowie ihre Qualifikation,
 - c) die Uhrzeiten, während denen die Anlagen geöffnet sind,
 - d) den Finanzplan für das betreffende und künftige Haushaltsjahr;
- 8° die Referenzen der Genehmigungen, Zulassungen, Registrierungen und Zertifizierungen, über die der Verwertungsbetrieb in Sachen Umwelt und Abfälle verfügt, sowie alle anderen Dokumente, die die Einhaltung der in Artikel 3 genannten Bedingungen belegen.

Das "Office" kann alle zusätzlichen Dokumente verlangen, durch die bewiesen werden kann, dass der Antragsteller zureichende finanzielle, technische und menschliche Mittel besitzt (oder sich verpflichtet, diese zu besitzen), um seine Aktivität als Verwertungsbetrieb auszuüben.

Art. 5 - § 1. Das "Office" bestätigt den Eingang des Antrags binnen zehn Tagen und richtet binnen der gleichen Frist ein Exemplar der Akte an die Direktion zwecks der Prüfung der Einhaltung des in Artikel 3, Absatz 1, 2°, genannten Kriteriums betreffend die Sozialwirtschaft.

Die Direktion verfügt über zwanzig Tage, um dem "Office" ihr Gutachten abzugeben. Wenn nach Ablauf dieser Frist keine Antwort erhalten wurde, kann das Verfahren weitergeführt werden.

Das "Office" stellt seinen Beschluss über die Vollständigkeit der Akte innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben zu. Ist die Akte unvollständig, so werden in dieser Zustellung die noch zu übermittelnden Informationen und Dokumente angegeben. Das "Office" stellt seinen Beschluss über die Vollständigkeit der Akte innerhalb von dreißig Tagen ab dem Erhalt der ergänzenden Informationen zu.

Das "Office" untersucht die Akte und stellt dem Minister seinen Bericht binnen zwei Monaten ab der Zustellung des Beschlusses über die Vollständigkeit des Antrags zu.

§ 2. Der Minister befindet über den Zulassungsantrag und legt die betreffenden Bedingungen nach Artikel 3 und 7 fest. Er schickt dem Antragsteller seinen Beschluss binnen drei Monaten ab der Zustellung des Beschlusses über die Vollständigkeit des Antrags per bei der Post aufgegebenes Einschreiben zu.

§ 3. Wenn das "Office" dem Antragsteller den in § 1, Absatz 3, genannten Beschluss nicht zugeschickt hat, gilt die Akte als vollständig und kann das Verfahren weitergeführt werden.

Der in § 1, Absatz 5 genannte Beschluss des Ministers wird in diesem Fall binnen einer Frist von drei Monaten ab dem Ablauf der Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags geschickt.

§ 4. Die Zulassung wird auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 6 - Dem Antragsteller steht es offen, bei der Regierung eine Beschwerde gegen eine Ablehnung der Zulassung oder das Fehlen eines Beschlusses des Ministers am Ablauf der in Artikel 5, § 2 und § 3, Absatz 2, erwähnten Fristen einzureichen. Diese Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird diese Beschwerde binnen zwanzig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses oder dem Ablauf der in Artikel 5, § 2 und § 3, Absatz 2, erwähnten Fristen an die Regierung, an die Adresse des "Office", per bei der Post aufgegebenes Einschreiben gerichtet.

Die Beschwerde wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Angaben:

1° die Bezeichnung oder den Gesellschaftsnamen des Antragstellers, seine Rechtsform, die Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie den Namen, den Vornamen, die Anschrift und die Eigenschaft der zur Einreichung der Beschwerde bevollmächtigten Person;

2° die Referenzen, den Gegenstand und das Datum des angefochtenen Beschlusses;

3° die gegen den angefochtenen Beschluss erörterten Mittel.

Wenn der Beschluss, gegen den die Beschwerde eingereicht wird, die Bestimmungen von Artikel 1 des Dekrets vom 20. November 2009 über die Sozialwirtschaft betrifft, beantragt das "Office" ab dem Eingang der Beschwerde das Gutachten des Ministers, zu dessen Zuständigkeit die Sozialwirtschaft gehört, der selber ein Gutachten des "Conseil wallon de l'Economie sociale" verlangen kann. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, verfügt über eine Frist von dreißig Tagen, um sein Gutachten dem "Office" zu übermitteln; das Verfahren kann weitergeführt werden.

Das "Office" prüft die Beschwerde und übermittelt der Regierung binnen einer Frist von fünfzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde, oder von siebenzig Tagen in dem in Absatz 3 erwähnten Fall, seinen zusammenfassenden Bericht mit einem Beschlussvorschlag. Die Regierung übermittelt dem Antragsteller ihren Beschluss binnen einer Frist von neunzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde, oder von hundertzwanzig Tagen in dem in Absatz 3 erwähnten Fall per bei der Post aufgegebenes Einschreiben. In Ermangelung eines Beschlusses innerhalb der eingeräumten Frist gilt die Beschwerde als abgewiesen.

Art. 7 - § 1. Die Zulassung wird für eine Dauer gewährt, die vom Minister, oder bei einer Beschwerde von der Regierung bestimmt wird, und fünf Jahre nicht überschreiten darf. Die Zulassung kann keiner Drittperson übertragen werden.

§ 2. In der Zulassung wird die Entwicklung der Wiederverwendung vorgesehen, entweder durch eine Erhöhung der in der Wallonischen Region gesammelten Mengen (in Tonnen), dank deren mindestens die Erhaltung des erreichten globalen Recycling- und Wiederverwendungssatzes gewährleistet wird, oder durch eine Erhöhung des globalen Wiederverwendungssatzes in der Wallonischen Region, wobei die gesammelten Mengen (in Tonnen) ggf. konstant bleiben.

Der Zuwachs ist Gegenstand einer Kontrolle durch das "Office" auf der Grundlage der Elemente, die in der in Artikel 10 vorgesehenen Mitteilung der statistischen Daten und Erklärung enthalten sind.

Die besonderen Schwierigkeiten in Zusammenhang mit dem Markt und dem Zugang zu den Versorgungsquellen, die dem Zuwachs entgegenstehen, sind Gegenstand eines begründeten Berichts an das "Office".

§ 3. Der Inhaber der Zulassung ist verpflichtet, dem "Office" binnen einer Frist von höchstens drei Monaten alle bedeutenden Änderungen betreffend die Angaben in seinem Zulassungsantrag mitzuteilen.

Er informiert das "Office" mindestens zehn Tage im Voraus, außer in Fällen höherer Gewalt, über jede Einstellung der Aktivität, die Gegenstand der Zulassung ist.

§ 4. Der Minister kann jederzeit die Bedingungen der Zulassung ergänzen oder abändern:

1° wenn er feststellt, dass diese Bedingungen zur Förderung der Wiederverwendung nicht mehr geeignet sind,

2° um die Einhaltung von Zielsetzungen je Materialstrom zu gewährleisten,

3° wenn die Aktivität eine Gefahr für die menschliche Gesundheit oder einen Umweltschaden mit sich bringt.

Er kann die Zulassung aussetzen oder zurückziehen, wenn die Aktivität eine Gefahr für die menschliche Gesundheit oder einen Umweltschaden mit sich bringt, im Falle der Nichteinhaltung der geltenden Regelungen oder der Bestimmungen vorliegenden Erlasses, oder wenn die in Artikel 10 genannten Informationen ihm nicht binnen der eingeräumten Fristen mitgeteilt worden sind.

Jeder kraft der vorigen Absätze gefasste Beschluss wird dem Betroffenen mitgeteilt, und kann Gegenstand einer Beschwerde nach Artikel 6 sein.

KAPITEL III — *Beschäftigungszuschüsse*

Art. 8 - § 1. Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der zugelassene Verwertungsbetrieb einen jährlichen Zuschuss pro Lohnempfänger erhalten, der eine Vollzeitinheit darstellt und in der Wallonischen Region Produktionsaufgaben im Bereich der Wiederverwendung erfüllt, einschließlich der Sammlung und der Sortierung zwecks der Wiederverwendung, aber unter Ausschluss der Führungs- und administrativen Stellen.

Der Zuschuss wird auf 2.000 Euro pro Lohnempfänger festgelegt, der vor dem 1. Januar 2009 in dem Verwertungsbetrieb eingestellt worden ist, und folgenden Bedingungen genügt:

1° kein Diplom haben, das höher als das Abschlusszeugnis oder Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts ist;

2° für diesen Arbeitnehmer erhält der Arbeitgeber nicht

a) die Vorteile, die sich aus den Bestimmungen von Artikel 3 des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Anstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, durch bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors ergeben,

b) die Vorteile, die sich aus den Bestimmungen des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms ergeben,

c) die Ermäßigungen des Arbeitgebervertrags für die Sozialversicherung im Rahmen des sozialen MARIBEL,

d) die Vorteile, die sich aus Artikel 60, § 7, des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren ergeben.

Für den Zuschuss betreffend die vor dem 1. Januar 2009 in dem Verwertungsbetrieb eingestellten Lohnempfänger wird der Höchstbetrag pro Verwertungsbetrieb auf 60.000 Euro festgelegt.

Der Zuschuss wird auf 3.000 Euro pro Lohnempfänger festgelegt, der ab dem 1. Januar 2009 in dem Verwertungsbetrieb eingestellt worden ist, und folgenden Bedingungen genügt:

1° vor seiner Einstellung bei dem "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) als Arbeitsuchender eingetragen sein;

2° kein Diplom haben, das höher als das Abschlusszeugnis oder Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts ist;

3° für diesen Arbeitnehmer erhält der Arbeitgeber nicht:

a) die Vorteile, die sich aus den Bestimmungen von Artikel 3 des Dekrets vom 25. April 2002 über die Beihilfen zur Förderung der Anstellung von nicht beschäftigten Arbeitsuchenden durch lokale, regionale und gemeinschaftliche Behörden, durch bestimmte Arbeitgeber des nichtkommerziellen Sektors, des Unterrichtswesens und des kommerziellen Sektors ergeben,

- b) die Vorteile, die sich aus den Bestimmungen des Dekrets vom 18. Juli 1997 zur Schaffung eines beruflichen Übergangsprogramms ergeben,
- c) die Ermäßigungen des Arbeitgebervertrags für die Sozialversicherung im Rahmen des sozialen MARIBEL,
- d) die Vorteile, die sich aus Artikel 60, §7, des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren ergeben.

§ 2. Die den Verwertungsbetrieben nach § 1 gewährten Beihilfen dürfen, nachdem sie mit anderen Arten von Beihilfen oder geltenden Lastenermäßigungen zusammengerechnet werden, den Betrag der Brutto-Lohnkosten dieses Arbeitnehmers und der damit verbundenen Lasten nicht überschreiten.

Der Gesamtbetrag der Beihilfen, die einem Verwertungsbetrieb in Anwendung des vorliegenden Erlasses gewährt werden, darf die Summe der Kosten nicht überschreiten, die sich aus den Aktivitäten des Verwertungsbetriebs im Bereich der Wiederverwendung unter Abzug der Kosten, die in Anwendung von Artikel 8bis des Dekrets von den Rücknahmepflichtigen übernommen werden, ergeben.

§ 3. Die in § 1 genannten Zuschüsse gelten nur dann als endgültig geschuldet, wenn der Verwertungsbetrieb die Bedingungen seiner Zulassung einhält, und insbesondere beweist, dass er alles daransetzt, einen Zuwachs in der Wiederverwendung zu erzielen.

Im gegenteiligen Fall wird der Zuschuss im Verhältnis zu den nicht erzielten Prozentsätzen gekürzt.

§ 4. Der Minister, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, bestimmen zusammen die Verfahren für die Gewährung und Auszahlung der Zuschüsse.

Sie werden durch einen Erlass befugt, die in § 1 genannte Grenze im Einvernehmen abzuändern, unter Berücksichtigung der haushaltsmäßig verfügbaren Mittel, und die Modalitäten zur Anwendung von § 3, Absatz 2 genauer zu bestimmen.

Sie können die Arbeitsposten näher bestimmen, für die in Anwendung von § 1 Zuschüsse erhalten und nicht erhalten werden können.

§ 5. Die in vorliegendem Artikel genannten Beträge werden zur Hälfte vom Minister und zur Hälfte vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, gewährt.

KAPITEL IV — Zuschüsse für das Verbesserungsverfahren

Art. 9 - § 1. Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der zugelassene Verwertungsbetrieb einen Zuschuss erhalten für die Einführung eines Verbesserungsverfahrens, das auf eine Steigerung der Qualität hinzielt, auf der Grundlage von Anforderungen, die von dem "Office" in Übereinstimmung mit Artikel 3, Absatz 1, 6°, anerkannt werden.

Der Zuschuss wird auf einen Höchstbetrag von 10.000 Euro pro Verkaufsstelle für Güter aus zweiter Hand, die von dem Verwertungsbetrieb gesammelt und sortiert worden sind, festgelegt, um begründete und in der Wallonischen Region getätigte Investitionen zwecks der Angleichung an die Anforderungen zu unterstützen.

Der Beschluss wird vom Minister binnen drei Monaten nach der Einreichung des Antrags, dem die betreffenden Belege beigelegt werden, zugestellt.

§ 2. Der Minister kann die Investitionen näher bestimmen, für die ein Zuschuss gewährt werden kann, sowie die Höhe des Zuschusses pro Kategorie der Investitionen.

KAPITEL V — Statistik und Erklärungen

Art. 10 - § 1. Der zugelassene Verwertungsbetrieb übermittelt dem "Office" quartalsweise die unter Nrn. 1° bis 6° angegebenen statistischen Daten sowie eine jährliche Erklärung betreffend die unter Nrn. 7° und 8° genannten Informationen:

- 1° den von der Erklärung gedeckten Bezugszeitraum;
- 2° die Art und die Menge der Güter oder Abfälle, die gesammelt, sortiert, behandelt bzw. wieder auf den Markt gebracht werden;
- 3° den von der Sammlung gedeckten geographischen Bereich;
- 4° die Wiederverwendungsrate pro Kategorie Sammlung und Art der Abfälle und Güter;
- 5° die Art und Weise, wie und der Ort, wo die Güter wieder auf den Markt gebracht werden;
- 6° die Art, die Menge und die Bestimmung der nicht wiederverwendeten Abfälle;
- 7° die Bilanz der Umsetzung des Verbesserungsverfahrens zur Steigerung der Qualität nach Artikel 3, Absatz 1, 6°;
- 8° die Anzahl der beschäftigten Personen und die Arten von Verträgen.

Das statistische Formular und die Erklärung werden aufgrund der vom "Office" festgelegten Vorlage erstellt.

§ 2. Der zugelassene Verwertungsbetrieb übermittelt der Direktion spätestens am 31. März eines jeden Jahres die Namenliste der Arbeitnehmer, aufgrund derer der Anspruch auf Zuschüsse eröffnet wird, und die im Vorjahr in dem Verwertungsbetrieb beschäftigt waren.

KAPITEL VI — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 11 - In Abweichung von Artikel 9 können die Verwertungsbetriebe, die ihre Zulassung binnen einem Jahre nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses beantragen, einen Antrag auf Zuschüsse für die Einführung eines Verbesserungsverfahrens zur Steigerung der Qualität einreichen, ohne den Beschluss über die Zulassung abzuwarten. Ihrem Bezuschussungsantrag fügen sie eine Kopie der Empfangsbestätigung ihres Zulassungsantrags bei.

Die Auszahlung des Zuschusses wird durch die Ausstellung der Zulassung bedingt.

Art. 12 - Der für die Sozialwirtschaft zuständige Minister und der Minister der Umwelt werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juni 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2326

[2009/202795]

3 JUNI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot verlening van de erkenning en toekenning van subsidies aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 6, § 5, 36, 2°, 3°, en 37;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie, gegeven op 16 januari 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 december 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 5 december 2008;

Gelet op het advies nr. 46.533/2 van de Raad van State, gegeven op 25 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de hiërarchie van de prioriteiten inzake het afvalstoffenbeheer, beginnend bij de preventie en het hergebruik;

Gelet op de doelstelling erkenning, professionalisering en gestage verbetering van het hergebruik door de sociale economiesector;

Overwegende dat die doelstelling dankzij het erkenningsmechanisme nagestreefd kan worden; dat het een facultatieve erkenning betreft, die voor iedere belanghebbende toegankelijk is;

Overwegende dat het ter ondersteuning en ontwikkeling van de hergebruiksactiviteit, waarbij in hoge mate weinig gekwalificeerd personeel ingezet wordt, tussenbeide te komen in de loonkosten van de kringloopbedrijven en in het kader van een proces van gestage verbetering;

Gelet op het advies nr. A.964 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 9 februari 2009;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'Economie sociale marchande" (Waalse Raad voor Sociale Markteconomie), gegeven op 13 maart 2007;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium en de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° Minister : de Minister van Leefmilieu.

3° dienst : "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen), zoals bedoeld in artikel 2, 23°, van het decreet;

4° Directie : de Directie Sociale Economie van het Departement Economische Ontwikkeling van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

5° hergebruik : elke verrichting zoals omschreven in artikel 2 en in artikel 11*bis* van het decreet;

6° recyclage : elke verrichting zoals omschreven in artikel 2, 11°, van het decreet;

7° kringloopwinkels : de verenigingen zonder winstoogmerk of de vennootschappen met een maatschappelijk doel die in het hergebruik actief zijn, met inbegrip van de inzameling en de sortering met het oog op het hergebruik.

Art. 2. De kringloopwinkels die een permanente hergebruiksactiviteit uitoefenen, kunnen erkend worden.

De kringloopwinkels die de opname van weinig gekwalificeerde werknemers in het arbeidscircuit begunstigen, kunnen een werkgelegenheidssubsidie krijgen overeenkomstig hoofdstuk III.

De overeenkomstig het eerste lid erkende kringloopwinkels die investeringen verrichten om zich te schikken naar een kwaliteitseisenbundel in het kader van artikel 3, lid 1, 6°, kunnen een subsidie krijgen overeenkomstig hoofdstuk IV.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de kringloopwinkels***Art. 3.** Om erkend te worden, dienen de kringloopwinkels te voldoen aan volgende voorwaarden :

1° onder hun bestuurders, zaakvoerders of personen met bevoegdheid om de vennootschap of de vereniging te binden enkel personen tellen die hun burger- en politieke rechten genieten en die niet veroordeeld zijn in de laatste vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag bij een in kracht van gewijsde getreden vonnis voor een inbreuk :

a) wegens titel 1 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming;

b) op de in het Waalse Gewest geldende leefmilieuwet- en regelgeving;

c) op elke andere gelijkwaardige regelgeving van een lidstaat van de Europese Unie;

2° voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie;

3° de volgende kenmerken bezitten :

a) minstens één bedrijfszetel in het Waalse Gewest hebben die bestemd is voor het beheer van afvalstoffen of tweedehandsgoederen die ingezameld zijn op het grondgebied van het Waalse Gewest en waarvan de totale oppervlakte van de ruimtes voor sorteren, herstellen, verwerken, verkopen en opslaan, parkeerplaatsen uitgezonderd, minstens 400 m² telt;

- b) een systeem gebruiken voor de meting van de stroom inkomende en uitgaande stoffen;
 - c) over financiële waarborgen beschikken en over technische en menselijke middelen beschikken of zich ertoe verbinden erover te beschikken, waardoor de uitvoering mogelijk wordt van de activiteiten waarvoor de erkenning aangevraagd wordt overeenkomstig de bepalingen van het decreet en diens uitvoeringsbepalingen;
 - d) een boekhouding voeren die overeenstemt met diens rechtspersoonlijkheid;
 - e) zich ertoe verbinden een verzekeringscontract te sluiten ter dekking van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid voortvloeiend uit de activiteiten waarvoor de erkenning wordt aangevraagd en er een afschrift van aan de Dienst overmaken vóór iedere uitvoering van de erkenningsbeslissing;
 - f) de eventuele winkel(s) bereikbaar maken gedurende minstens twaalf uur per week, te verspreiden over minstens drie dagen en minstens één dag tot 20 uur van maandag tot vrijdag of minstens drie uur de zaterdag of de zondag, voor zover de te koop aangeboden producten voor het grote publiek bestemd zijn;
 - g) zijn activiteit uitvoeren minstens vijfendertig uur per week en de inzamelingen organiseren die op een in de tijd vaste en regelmatige wijze de winkel bevoorraden, onverminderd de bevoegdheden van de gemeente terzake;
- 5° als maatschappelijk doel de vrijwaring van het leefmilieu vervolgen via een maximaal hergebruik van de ingezamelde goederen of afvalstoffen en een hergebruiksactiviteit ontwikkelen in het Waalse Gewest;
- 6° ingebed zijn in of op erewoord verklaren zich binnen één jaar na de erkenning te laten inbedden in een vooruitgangproces inzake kwaliteit, bekrachtigd door een onafhankelijke instantie die geaccrediteerd en erkend is door de Dienst en die een diagnose- en opvolgingsinstrument verstrekt ten behoeve van het kringloopproject;
- 7° zich ertoe verbonden hebben of zich binnen de twee jaar na de erkenning ertoe verbinden een analytische boekhouding in te voeren voor de kringloopactiviteit.

De Minister kan afwijkingen toestaan voor de uren vastgesteld in punt *f*) van lid 1 en specifieke criteria en doelstellingen vastleggen voor het hergebruik per stroom.

Art. 4. De erkenningsaanvraag wordt in twee exemplaren ingediend. Hij wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de Dienst gericht of tegen ontvangstbewijs overgemaakt. In geval van hernieuwing van de erkenning wordt de erkenningsaanvraag vijf maanden vóór de vervaldatum van de lopende erkenning verstuurd.

Hij bevat de volgende elementen :

- 1° een afschrift van de oprichtingsakte, de statuten en de eventuele wijzigingen ervan;
- 2° de opgave van de bedrijfszetel(s) in het Waalse Gewest, een afschrift van de daaraan verbonden milieuvergunningen, evenals het adres, het telefoon- en faxnummer van de maatschappelijke zetel;
- 3° de lijst op naam van de bestuurders, zaakvoerders en personen met bevoegdheid om de kringloopwinkel te binden, samen met een afschrift van de akte waarbij die personen aangewezen worden;
- 4° een uittreksel uit het strafregister voor de personen bedoeld in punt 3;
- 5° het ondernemingsnummer;
- 6° een nota waarin de preventie- en voorzorgsmaatregelen omschreven worden voor de gezondheid van mens en milieu, evenals een afschrift van de aangegane verzekeringscontracten;
- 7° het ondernemingsplan, bevattende :
 - a) een omschrijving van de aard en de hoeveelheden van de betrokken afvalstoffen, het bediende gebied, de organisatie van de inzameling en de verwerking, de reeds ingezamelde en/of hergebruikte tonnages, de nadere regels voor de meting van de ingezamelde en verwerkte stromen en de projecties in de toekomst;
 - b) het aantal tewerkgestelde personen, hun statuut en het aantal vrijwillige personen, evenals hun kwalificatie;
 - c) de openingsuren van de installaties;
 - d) het financieel plan voor het betrokken en het komende boekjaar;
- 8° de referentie van de vergunningen, erkenningen, registraties en attesten die de kringloopwinkel bezit op het vlak van leefmilieu en afvalstoffen, evenals alle andere documenten waaruit de inachtneming van de voorwaarden waarvan sprake in artikel 3 blijkt.

De Dienst kan eisen dat ieder aanvullend document ingediend moet worden waaruit opgemaakt kan worden dat de aanvrager beschikt over of zich ertoe verbindt te beschikken over voldoende financiële, technische en menselijke middelen om zijn kringloopactiviteit uit te oefenen.

Art. 5. § 1. De Dienst bericht ontvangst van de aanvraag binnen de tien dagen en richt in dezelfde termijn een exemplaar van het dossier aan de Directie om na te laten gaan of het criterium inherent aan de sociale economie, bedoeld in artikel 3, lid 1, 2°, in acht wordt genomen.

De Directie beschikt over twintig dagen om haar advies aan de Dienst over te maken. Indien er geen antwoord is na afloop van deze termijn, wordt de procedure voortgezet.

De Dienst geeft kennis van zijn beslissing over de volledigheid van het dossier bij ter post aangetekend schrijven binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag. Als het dossier onvolledig is, worden de te verstrekken inlichtingen en stukken in de kennisgeving opgegeven. De Regering geeft kennis van haar beslissing over de vervollediging van het dossier binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van vervolledigende gegevens.

De Dienst behandelt het dossier en richt zijn verslag aan de Minister binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing over de volledigheid van de aanvraag.

§ 2. De Minister spreekt zich over de erkenningsaanvraag uit en stelt er de voorwaarden van vast overeenkomstig de artikelen 3 en 7. Hij richt zijn beslissing aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven, binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing over de volledigheid van de aanvraag.

§ 3. Als de Dienst de beslissing waarvan sprake in paragraaf 1, derde lid, niet aan de aanvrager gericht heeft, wordt het dossier volledig geacht en kan de procedure voortgezet worden.

De beslissing van de Minister bedoeld in paragraaf 1, lid 5, wordt in dat geval verstuurd binnen een termijn van drie maanden te rekenen van het verstrijken van de termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag.

§ 4. De erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 6. Er staat voor de aanvrager een beroepsmogelijkheid bij de Regering open tegen elke beslissing tot weigering van de aanvraag en tegen het uitblijven van de beslissing van de Minister bij verstrijken van de termijnen bedoeld in artikel 5, § 2 en § 3, lid 2. Dat beroep is niet opschortend.

Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid, bij ter post aangetekend schrijven aan de Regering gericht op het adres van de Dienst, binnen een termijn van twintig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de beslissing of van het verstrijken van de termijnen bedoeld in artikel 5, § 2 en § 3, lid 2.

Het beroep wordt ondertekend en bevat minstens de volgende gegevens :

1° de benaming of firmanaam van de eiser, diens rechtsvorm, het adres van de bedrijfszetel en de naam, voornaam, het adres en de hoedanigheid van de persoon die gemachtigd is om het beroep in te dienen;

2° de referenties, het voorwerp en de datum van de omstreden beslissing;

3° de middelen die ingezet worden tegen de omstreden beslissing.

Als de beslissing waarvan het beroep verband houdt met de bepalingen van artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, wint de Dienst, zodra het beroep is ontvangen, het advies in van de Minister bevoegd voor Sociale economie, die het advies kan inwinnen van de "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Waalse Raad voor Sociale Economie). De Minister bevoegd voor Sociale Economie beschikt over een termijn van dertig dagen om zijn advies naar de Dienst te versturen; als die termijn eenmaal verstreken is, kan de procedure vervolgd worden.

De Dienst behandelt het beroep en richt zijn syntheseverslag aan de Regering samen met een voorstel tot beslissing, binnen een termijn van vijftig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep of, in het geval bedoeld in lid 3, binnen een termijn van zeventig dagen. De Regering richt zijn beslissing aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven, binnen een termijn van negentig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep of, in het geval bedoeld in lid 3, binnen een termijn van honderd twintig dagen. Bij gebrek aan kennisgeving medegedeeld binnen bovenbedoelde termijn wordt het beroep afgewezen geacht.

Art. 7. § 1. De erkenning wordt verleend voor een periode die de Minister of, bij beroep, de Regering bepaalt en die niet langer dan vijf jaar mag lopen. De erkenning mag niet aan een derde worden afgestaan.

§ 2. De erkenning voorziet in de ontwikkeling van het hergebruik, ofwel via een verhoging van de in het Waalse Gewest ingezamelde tonnages, waarbij minstens het globaal behaalde recyclage- en hergebruikcijfer in stand wordt gehouden, ofwel via een verhoging van het globale hergebruikcijfer in het Waalse Gewest, waarbij de ingezamelde tonnages in voorkomend geval constant blijven.

De vooruitgang wordt gecontroleerd door de Dienst op grond van de gegevens vervat in de mededeling van de statistieken en van de aangifte, beide bedoeld in artikel 10.

De bijzondere moeilijkheden in verband met de markt of de toegang tot de aanvoer die een vooruitgang in de weg staan, worden in een gemotiveerd verslag aan de Dienst medegedeeld.

§ 3. De erkenningshouder dient elke significante verandering van de gegevens verstrekt in zijn erkenningsaanvraagdossier aan de Dienst mede te delen binnen een termijn die niet langer mag duren dan drie maanden.

Hij licht de Dienst in over iedere stopzetting van de activiteit die het voorwerp uitmaakt van de erkenning, minstens tien dagen op voorhand, behalve overmacht.

§ 4. De Minister kan te allen tijde de voorwaarden van de erkenning aanvullen of wijzigen :

1° als hij vaststelt dat die voorwaarden zich er niet meer toe lenen om het hergebruik verder te ontwikkelen;

2° om de inachtneming van doelstellingen per stromen te garanderen;

3° indien de activiteit gevaar oplevert voor de menselijke gezondheid of hinderlijk is voor het milieu.

Hij kan de erkenning opschorten of intrekken indien de activiteit een gevaar vormt voor de menselijke gezondheid of hinderlijk is voor het leefmilieu, bij niet-naleving van de geldende regelgeving of van dit besluit of indien de gegevens bedoeld in artikel 10 hem niet zijn medegedeeld binnen de opgelegde termijnen.

Elke beslissing getroffen krachtens vorige leden wordt aan betrokkene medegedeeld en kan het voorwerp uitmaken van een beroep overeenkomstig artikel 6.

HOOFDSTUK III. — *Werkgelegenheidssubsidies*

Art. 8. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de erkende kringloopwinkel in aanmerking komen voor een jaarlijkse subsidie per loontrekkende werknemer voltijdsequivalent die in het Waalse Gewest ingezet wordt voor productieve taken in verband met het hergebruik, met inbegrip van de inzameling en de sortering met het oog op het hergebruik, uitgezonderd de staffuncties en de bestuurlijke functies.

De subsidie wordt vastgesteld op 2.000 euro per loontrekkende werknemer die in dienst genomen wordt door de kringloopwinkel voor 1 januari 2009 en die voldoet aan volgende voorwaarden :

1° niet beschikken over een hoger diploma dan het diploma hoger middelbaar onderwijs;

2° hun werkgever komt voor die werknemer niet in aanmerking voor :

a) de bepalingen van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector krachtens artikel 3 ervan;

b) de bepalingen van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

c) de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid in het kader van de sociale MARIBEL;

d) de bepalingen van artikel 60, § 7, van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De subsidie betreffende de loontrekkende werknemers die in dienst genomen worden door de kringloopwinkel wordt beperkt tot een maximumbedrag van 60.000 euro per kringloopwinkel.

De subsidie wordt vastgesteld op 3.000 euro per loontrekkende werknemer die in dienst genomen wordt door de kringloopwinkel vanaf 1 januari 2009 en die voldoet aan volgende voorwaarden :

1° voor zijn indienstneming ingeschreven zijn als werkloze werkzoekende bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

2° niet beschikken over een hoger diploma dan het diploma hoger middelbaar onderwijs;

3° hun werknemer komt voor die werknemer niet in aanmerking voor :

a) de bepalingen van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector krachtens artikel 3 ervan;

- b) de bepalingen van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;
- c) de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid in het kader van de sociale MARIBEL;
- d) de bepalingen van artikel 60, § 7, van de wet van 8 juli 1976 tot organisatie van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 2. De tegemoetkomingen die aan de kringloopwinkels toegekend worden overeenkomstig paragraaf 1 mogen, bij samenvoeging met andere geldende vormen van steun of lastenverlaging, het bedrag van de bruttoloonkost van die werknemer en de desbetreffende lasten niet overstijgen.

Het totaal van de tegemoetkomingen toegekend aan een kringloopwinkel overeenkomstig dit besluit mag de som van de kosten ontstaan uit de hergebruiksactiviteiten van de kringloopwinkel niet te boven gaan, na aftrek van de kosten overgenomen door de terugnameplichtigen overeenkomstig artikel 8bis van het decreet.

§ 3. De subsidies bedoeld in § 1 staan pas definitief vast als de kringloopwinkel de voorwaarden van zijn erkenning in acht neemt, en in het bijzonder aantoont dat alle middelen ingezet worden om vooruitgang te boeken op het vlak van het hergebruik.

In het tegenovergestelde geval wordt de subsidie teruggebracht in verhouding tot de niet-bereikte cijfers.

§ 4. De Minister en de Minister bevoegd voor Sociale Economie leggen samen de procedures voor de toekenning en de nadere regels voor de uitbetaling van de subsidies vast.

Zij worden bij besluit ertoe gemachtigd de perken bedoeld in paragraaf 1 samen te herzien, rekening houdend met de beschikbare begrotingskredieten, en de nadere regels vast te leggen voor de toepassing van paragraaf 3, lid 2.

Zij kunnen de betrekkingen nader bepalen die al dan niet voor subsidie in aanmerking komen overeenkomstig paragraaf 1.

§ 5. De bedragen bedoeld in dit artikel worden voor de helft toegekend door de Minister en voor de andere helft door de Minister bevoegd voor Sociale Economie.

HOOFDSTUK IV. — *Subsidies voor de inbouw van een vooruitgangsmethodologie*

Art. 9. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de erkende kringloopwinkel in aanmerking komen voor een subsidie voor de invoering van een vooruitgangsmethodologie inzake kwaliteit, steunend op een kwaliteitseisenbundel erkend door de Dienst overeenkomstig artikel 3, lid 1, 6°.

De subsidie wordt vastgesteld op een maximumbedrag van 10.000 euro per verkooppunt van tweedehandsgoederen ingezameld en gesorteerd door de kringloopwinkel ter ondersteuning van de verantwoorde investeringen uitgevoerd in het Waalse Gewest ter conformering met met de kwaliteitseisenbundel.

De beslissing wordt door de Minister medegedeeld binnen de drie maanden volgend op de indiening van de aanvraag samen met de verantwoordingsstukken.

§ 2. De Minister kan de investeringen die voor subsidies in aanmerking komen, en de hoogte van de subsidie per categorie investering nader bepalen.

HOOFDSTUK V — *Statistieken en aangiften*

Art. 10. § 1. De erkende kringloopwinkel maakt elk kwartaal de statistieken bedoeld in punten 1° tot 6° over aan de Dienst, evenals een jaarlijkse aangifte betreffende de inlichtingen bedoeld in de punten 7° en 8° :

- 1° de referentieperiode vallend onder de aangifte;
- 2° de aard en de hoeveelheid goederen en afvalstoffen die respectievelijk ingezameld, gesorteerd en opnieuw op de markt ingevoerd werden;
- 3° de geografische zone die onder de inzameling valt;
- 4° het hergebruikscijfer per type inzameling en per type afvalstoffen en goederen;
- 5° de wijze waarop en de plaats waar de goederen opnieuw op de markt worden ingevoerd;
- 6° de aard, de hoeveelheid en de bestemming van de niet-hergebruikte goederen;
- 7° de balans van de uitvoering van de vooruitgangsmethodologie inzake kwaliteit bedoeld in artikel 3, lid 1, 6°;
- 8° het aantal tewerkgestelde personen en de soorten contracten.

Het statistiekenformulier en de aangifte worden opgesteld op grond van het model bepaald door de Dienst.

§ 2. De erkende kringloopwinkel maakt de Directie uiterlijk op 31 maart van elk jaar de lijst op naam over van de werknemers die het recht op de subsidie openen en die in het voorgaande jaar door de kringloopwinkel ingezet werden.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 11. In afwijking van artikel 9 kunnen de kringloopwinkels die hun erkenning aanvragen binnen het jaar volgend op de inwerkingtreding van dit besluit een subsidieaanvraag indienen voor de invoering van een vooruitgangsmethodologie inzake kwaliteit zonder de beslissing in verband met de erkenning af te wachten. Zij voegen bij hun subsidieaanvraag een afschrift van het bericht van ontvangst van hun erkenningsaanvraag.

De uitbetaling van de subsidie is verbonden aan de voorwaarde van het toekennen van de erkenning.

Art. 12. De Minister van Sociale Economie en de Minister van Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juni 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN